



PARTI FUSION DES SOCIAUX-DÉMOCRATES HAÏTIENS - PFSDH

VOLUME 7

NUMÉRO 6

FEVRIER 2024

# CHOUBLAK

ORGANE OFFICIEL DE LA FUSION

*Hommage à Serge Gilles*

## SOMMAIRE

- 1 LE PARTI POLITIQUE, UNE ŒUVRE DE CIVILISATION**  
Edmonde S. BEAUZILE
- 4 DIALOGUE NATIONAL, DEBAT NATIONAL, PACTE NATIONAL : STRATEGIE D'AVENIR**  
Serge Gilles, Aout 1988
- 9 PLAIDOYER POUR LA SIGNATURE D'UN PACTE DE GOUVERNABILITE : L'UNIQUE OPTION POUR UNE SORTIE DURABLE DE LA CRISE**  
Serge Gilles  
Ancien Sénateur de la République  
Conseiller Spécial du PFSDH  
Pétion Ville, 20 mai 2019
- 12 UN CONTEMPORAIN PARLE**  
Paul DENIS
- 13 LE PARTI FUSION DES SOCIAUX-DEMOCRATES HAÏTIENS ET SA VISION**  
LUCIEN Jean Benito,  
Cellule de France
- 19 SERGE GILLES, L'HOMME QUI A CRU DANS LA FORCE DE LA JEUNESSE HAÏTIENNE**  
Stanley Junior Mésalier  
Secrétaire Général P. P. INDIGÈNE d'Haïti
- 21 LETTRE À SERGE GILLES**  
Me Mozart CLERISSON
- 24 SERGE GILLES, L'HOMME DE CONSENSUS, PROMOTEUR DE LA FUSION**  
Dr. Debussy DAMIER
- 26 MON PARCOURS AVEC SERGE GILLES**  
Dr. Jean Hugues HENRYS
- 32 PAJ ANIVÈSÈ MANM PATI FIZYON POU MWA SILA**

+509 28 11 74 66

info@partifusion.ht

www.partifusion.ht

65, rue Christ-roi, Port-au-Prince



## LE PARTI POLITIQUE, UNE ŒUVRE DE CIVILISATION

« Les morts gouvernent les vivants » Auguste COMTE



Serge vient tout juste d'avoir trois ans depuis qu'il est passé à l'Orient éternel. L'annonce de sa mort me fit l'effet d'un coup de tonnerre. J'étais soudainement tétanisée. Je me souviens encore : l'angoisse de la famille durant ses années d'exil, mes fréquentes visites chez Adèle pour qui l'absence de son fils fut une longue traversée du désert, son

retour au pays natal après la chute de Duvalier, l'institution du PANPRA pour un changement politique de qualité, l'accouchement de la Fusion au forceps. Toute jeune, il m'initia à la politique et guida mon parcours toujours parsemé d'embûches. Quel funeste coup en ce matin du 1<sup>er</sup> Février 2021 ! Les stigmates demeurent si frais et profonds que je ressens encore violemment toute la douleur.

Au sein du Parti, les militants accoururent de partout. Ce fut la consternation. On se rappelle combien il peinait à marcher lors de notre dernier congrès. Sa santé était déjà chancelante mais il ne ratait jamais les grands rendez-vous. Serge était notre Grand Conseiller Spécial. « J'ai passé la main » disait-il toujours. Dans nos réunions hebdomadaires pourtant, il était là. Assis tranquillement dans son fauteuil qui lui était réservé de manière spéciale, il nous écoutait avec attention et plaçait souvent le mot juste dans nos débats houleux.

### Un héritage !

« Lorsque Auguste Comte disait que les morts gouvernent les vivants, il traduisait en une formule lapidaire que toute civilisation est le fruit du passé et que nous ne saurons comprendre l'avenir sans nous référer constamment à l'héritage culturel de nos ancêtres. »

Serge reste un héritage vivant. Il a fait l'expérience de la lutte armée. Ce fut une étape importante dans sa vie d'homme politique. Mais bien plus tard, il adopta, en étant pragmatique, une autre forme de combat : la lutte pacifique pour l'émergence de la société haïtienne. Le verbe est une arme positive, efficace et constructive. Dans un régime démocratique, le fonctionnement légal de partis politiques est un outil nécessaire et indispensable.

Chez nous, nos premiers balbutiements de partis commencèrent à prendre forme sous le gouvernement de **Fabre Nicolas Geffrard**. Il inaugurerait l'ère de la pratique parlementaire caractérisée par les joutes oratoires qui ont marqué la vie politique nationale. A partir des années 1870, nous constatons la formation et le fonctionnement du bi-partisme : le Parti libéral et le Parti national.

Le Parti libéral avait comme slogan « **le pouvoir aux plus capables** ». Tout en privilégiant les compétences, il voulait mettre fin à l'archaïsme politique entretenu par les généraux de l'armée et prônait le principe de la séparation des pouvoirs.

Le Parti national avait comme slogan « **le pouvoir au plus grand nombre** ». Il prônait le principe de l'égalité des citoyens et de la participation de toutes les couches sociales à la vie politique. Mais les deux partis sont profondément antagoniques et mènent une lutte à mort pour la prise du pouvoir. « Les membres du Parti libéral qui avait

*pris les armes contre le parti au pouvoir du Président Salomon, leader du Parti national, seront tous éliminés dans le sang. Cette guerre fratricide constitue une rupture historique significative et met fin à l'existence des deux partis ».*

L'intransigeance conduit nécessairement à la violence aveugle. Est-ce un trait caractéristique chez l'haïtien ? Le refus de tout compromis entraîne l'exclusion et l'anéantissement de l'autre. Les partis en présence s'étaient comportés comme des frères ennemis. Alors que les deux voulaient orienter le pays dans l'ère de la modernité. Cette grande première dans l'arène politique, commencée en 1870 et terminée en 1883, aura duré treize ans.

A partir de 1987, on assiste à une éclosion de partis politiques en Haïti. Le PANPRA en fait partie. De centre gauche, il porte et défend les valeurs de la social-démocratie. En 1990, lors des élections générales, il fait alliance avec le centre droit en se regroupant dans une structure baptisée « **Alliance Nationale pour le Développement et le Progrès (ANDP)** ». A l'époque, certains lui en voulaient, mais en prenant du recul, ils ont compris que Serge avait fait preuve de maturité politique.

En 2004, des leaders de partis commencent à se réunir dans le but de former un grand parti socialiste. Le projet est séduisant. Six partis politiques y souscrivent. Trois comprendront la nécessité, d'un commun accord, de se fondre pour donner naissance à une grande structure d'ensemble : « la Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens d'orientation centre gauche ».

Serge et d'autres compagnons voulaient que les partis se regroupent en tendance. **Le PANPRA, le KONAKOM et AYTI KAPAB** avaient initié la démarche. D'autres auraient pu suivre l'exemple et se regrouper comme les tenants de la droite, de la démocratie chrétienne ou de

toute autre tendance. Mais la loi sur les partis politiques publiée dans le Journal Officiel le Moniteur en date du 16 Janvier 2014 a plutôt oblitéré cette vision.

L'article 8 de ladite loi dispose : « La demande d'enregistrement doit être accompagnée des pièces suivantes : a) Une copie de l'acte constitutif du parti politique dressée devant un notaire et portant la signature et le relevé des noms, prénoms, numéro d'identité fiscale, numéro d'identification nationale, date et lieu de naissance et lieu de résidence de tous les membres fondateurs dont le nombre ne peut être inférieur à 20 ». Cela traduit qu'il n'en faut pas plus (20) pour faire une demande d'enregistrement. Ce qui a donné lieu à un fourmillement de partis politiques. Aujourd'hui, plus que 250 sont enregistrés et reconnus par le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique.

« Un parti politique est une association organisée qui rassemble des citoyens unis par une philosophie ou une idéologie commune dont elle recherche la réalisation avec comme objectif la conquête et l'exercice du pouvoir. C'est donc une organisation au service d'une idée. » C'était le combat de Serge. « **Un Parti Politique est une œuvre de civilisation. La Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens doit s'inscrire dans la durée** » se répétait-il souvent. Sa philosophie existentielle, puisée dans la Sociale Démocratie et dans ses conversations avec Nelson Mandela, porte sur deux points essentiels et fondamentaux : « le compromis nécessaire et le consensus suffisant »

Serge a écrit deux textes majeurs :

- 1- **Dialogue national, débat national, pacte national : stratégie d'avenir, texte rédigé en août 1988**

**2- Plaidoyer pour la signature d'un pacte de gouvernabilité :  
l'unique option pour une sortie durable de la crise, texte  
rédigé le 20 mai 2019**

Ces textes se révèlent justes et profonds. Nous sommes, en conséquence, outillés pour faire face à la conjoncture de l'heure tout en exposant la problématique du structurel.

Aussi loin qu'il soit, au bout de l'espérance, par-delà les frontières, il reste une source d'inspiration et de lumière. **Avec lui, nous sommes comme des nains montés sur les épaules d'un géant. Nous voyons davantage et plus loin. Non parce que nous sommes devenus plus forts mais parce qu'il nous porte en l'air de toute sa hauteur gigantesque.** Dans cette conjoncture difficile, la voix de Serge, dans l'au-delà, résonne à nos oreilles et nous indique le chemin. Nous le répétons et nous croyons que l'intransigeance ouvre la voie à des luttes sanglantes et fratricides et débouche sur l'instabilité. A qui profite la terreur ? A qui profite l'arrogance et la déshumanisation des gangs armés ? A qui profite cette étrange manière pernicieuse de façonner l'opinion publique et de l'orienter ?

Pour sortir Haïti du borbier, il faut :

- Une grande capacité d'écoute,
- Un compromis nécessaire,
- Un consensus suffisant,
- Un pacte de gouvernabilité.

***Condamnez-nous, le temps nous acquittera.***



**Edmonde SUPPLICE BEAUZILE  
Présidente de la FUSION**

**VICE-PRÉSIDENTE  
DE L'INTERNATIONAL SOCIALISTE**

**VICE-PRÉSIDENTE DE LA COPPPAL**



**DIALOGUE NATIONAL, DEBAT NATIONAL, PACTE NATIONAL :  
STRATEGIE D'AVENIR**

En écoutant, en lisant, en décodant les messages, les écrits et les différentes prises de position des uns et des autres à la radio, à la télévision, dans les journaux et dans certaines réunions, nous sommes arrivés à la conclusion que face à la crise politique, économique, sociale et morale qui nous ronge et qui s'installe, quatre stratégies s'entremêlent et s'enchevêtrent.

**Par le peuple et pour le peuple**

D'après la première, rien ne se fera si le peuple ne se mobilise pas, ne s'organise pas, ne réalise pas son unité pour une prise du pouvoir par lui-même et pour lui-même sous la direction, bien sûr, d'une avant-garde révolutionnaire décidée et bien prolétarienne. Quant aux alliances avec la bourgeoisie ou avec d'autres classes considérées comme réactionnaires ou pourries, elles ne peuvent être que d'ordre purement tactique et bien entendu après que le peuple eût organisé patiemment sa propre force de frappe.

Tout cela n'est pas nouveau et est bien beau mais pas très réaliste dans l'immédiat pour un peuple privé du minimum vital, tenaillé par l'urgence, un peuple sans travail, sans instrument de travail et sans capital, un peuple qui vient de se faire tabasser le 29 novembre avec son bulletin de vote et qui continue d'être terrassé ou de se faire tuer comme des lapins surtout dans les sections rurales et les provinces quand il se réunit pour réfléchir sur ses malheurs, pour réclamer ses cochons créoles, exiger le retour d'un curé expulsé manu militari

comme un vulgaire malpropre ou encore pour demander qu'on construise des latrines et des dispensaires avec ses taxes.

Si cette stratégie a le mérite d'être claire comme de l'eau de roche, elle pêche par son absolutisme car elle remet la résolution des problèmes immédiats à l'an 3005 ou au ciel. Elle ne propose aucune solution concrète aux revendications concrètes de ce peuple à savoir : le droit à la terre, le droit à l'eau potable, le droit à un logement, le droit à un salaire décent, le droit à son cochon créole, le droit à la liberté, le droit au choix de ses représentants, enfin, le droit à la paix et à la sécurité.

Mieux, qui nous dit qu'en l'an 3005 il restera grand' chose de ce pays où les hommes et la terre s'en vont, pourchassés par l'érosion, le Sida, la faim, la cupidité et la sauvagerie de certains tenants de l'ancien régime accrochés à leurs privilèges.

Et ce n'est un secret pour personne que des comparses de l'ex-dictateur qui, au lendemain du 7 février 1986, ont été obligés de prendre leurs jambes à leur cou, se rassemblent tranquillement en République Dominicaine, avec leurs poches bourrées de millions, donc prêts à armer une bonne quantité de nos 400 000 compatriotes de l'autre côté de la frontière et à former au moment voulu avec la complicité du gouvernement de Balaguer, des bandes de "contras" haïtiens en vue de rendre difficile, voire impossible toute prise du pouvoir par le peuple et pour le peuple.

Les forces révolutionnaires de la République voisine sont-elles capables de bloquer ces genres d'initiatives sur leur territoire ? Rien n'est moins sûr. Toute analyse faite, nous pensons que dans l'état actuel des rapports de forces, la stratégie de la prise du pouvoir par

le peuple et pour le peuple est proprement irréaliste. Elle est à temporelle et hors contexte.

### L'Attentisme

Selon cette deuxième stratégie, il est inutile de se décarcasser ; on n'a qu'à rester chez soi et laisser faire le temps. Cette armée qui nous gouverne finira par tomber sous le poids de ses propres contradictions. Nos généraux et colonels se détestent les uns les autres. A la fin, ils se boufferont le nez. C'est la stratégie de l'attentisme. Mais ses protagonistes oublient deux choses essentielles :

- a) en politique, la passivité et la défensive sont mortelles,
- b) effectivement des divisions existent au sein de l'Armée. Mais, à quelques différences près, nos généraux et nos colonels sont porteurs du même projet de société parce que formés à la même école. Tous, à quelques exceptions près, sont contre le changement, ils sont pour le statu quo. Donc, dans le cas où ils se tireraient dessus, il y a de fortes chances que le vainqueur soit du sérail. Le peuple se retrouvera en fin de compte, à la case départ avec ses revendications sur le cœur.

### Reprendre le pouvoir politique

La troisième stratégie est celle de certains duvaliéristes dits intelligents qui sont prêts à tous les compromis et à toutes les compromissions avec l'Armée et hors de l'Armée en vue d'avoir dans un premier temps droit de cité et dans un deuxième temps, reprendre le pouvoir politique, pour enfin assurer sous d'autres formes la continuité duvaliériste. On les retrouve du côté de Namphy,

de Régala et de Jean Claude Paul. Leurs attitudes, leurs comportements et leurs arguments varient avec le sens du vent.

Un exemple parmi d'autres : Au cours des premiers jours du gouvernement **Manigat-Célestin**, ils affublaient la diaspora de toutes les vertus. Mais quand ils ont commencé à se rendre compte que **Manigat** pédalait dans la

Choucroute, cette diaspora était devenue leur pire ennemie. Ils la trouvaient accapareuse, anti-nationale, enfin capable de tous les mauvais coups. Comble de la déraison !

Ils ont fait tant et si bien qu'on pouvait croire que la diaspora était brusquement devenue une classe sociale compacte dont l'objectif consiste à mettre hors-jeu cette fameuse "classe moyenne majoritaire" bien implantée d'après eux dans tous les coins du pays, bourrée de cadres superpréparés, tous, des nationalistes sans tache, prêts à défendre au péril de leur vie les acquis des révolutions de 46 et de 56. Mais quand vous leur dites que le bilan de tout cela est bien négatif étant donné qu'en 1988, Haïti se retrouve porte-bannière dans le petit peloton des pays les plus sous-développés, ils se fâchent et investissent.

En fin de compte, les faits ont révélé que cette fameuse classe moyenne majoritaire ne rassemble que quelques petits bourgeois opportunistes de droite dont la stratégie consiste à faire beaucoup de bruit en affichant une certaine posture intellectuelle et technocratique en vue de se garantir des postes dans des cabinets ministériels. Un point et c'est tout. Le peuple haïtien les connaît bien. Ils le savent aussi. « **Chat konnen, rat konnen** ».

Nous devons signaler par contre, que nous avons rencontré des hommes et des femmes qu'on continue à considérer, à tort, comme des partisans inconditionnels de l'ancien régime, parce qu'ils avaient occupé à un tel moment de la durée un poste dans l'administration publique, mais qui pensent sincèrement qu'il faut un changement dans le pays et l'ont prouvé par leur comportement.

### **La grande question de l'heure**

Que veut le peuple haïtien au moment où nous écrivons ces lignes ? La révolution, le statu quo ou le changement démocratique ? En analysant l'ensemble de ses propositions et en regardant de très près les formes de lutte qu'il a utilisées pour se défaire de la famille des Duvalier, se donner une constitution et se doter de quelques instruments de défense sur les plans politique, social et culturel, on n'a pas besoin d'être grand clerc, ou un politologue avisé pour se rendre à l'évidence que le peuple haïtien dans sa grande majorité réclame un état de droit sous-entendu par une société pluraliste et tolérante dans son fonctionnement et ses structures, une société avec plus de justice sociale, une meilleure redistribution des richesses, une administration décentralisée et plus compétente, une participation de gens dans les grandes décisions qui les concernent.

Quant à la paysannerie, elle est fatiguée d'être traitée en paria. Elle réclame sa place au sein de la nation haïtienne. Elle veut surtout être traitée en adulte et considérée comme être humain à part entière. Bref, le peuple haïtien dans sa grande majorité demande le changement démocratique.

### **La réponse**

Si le problème du moment c'est le changement, c'est l'instauration en Haïti d'une société pluraliste et tolérante, les moyens et les méthodes pour y arriver ne peuvent être recherchés dans les arsenaux du radicalisme ou de l'extrémisme, qu'il soit de gauche ou de droite. Les méthodes et la stratégie du premier renvoient la solution du problème haïtien à l'an 3005 ou au ciel, le second propose ou la violence aveugle ou une politique de gribouille, une politique de défense de ses intérêts mesquins et à la petite semaine.

Quant aux attentistes, ils ne proposent rien du tout. Tout compte fait, les démocrates de ce pays sont condamnés à se mettre d'accord sur une stratégie réaliste qui les oblige à regarder les faits en face s'ils ne veulent pas être victimes de l'histoire. Ils doivent se dire qu'ils ont engagé avec ce peuple une lutte pour la satisfaction d'un certain nombre de revendications. Cette lutte n'a pas encore abouti. Et, elle doit être gagnée sur le terrain politique.

Pour le moment présent, nous avons d'un côté un peuple sur ses gardes et frustré, et de l'autre, un gouvernement militaire privé de tout soutien sur le plan international et sur le plan national. Son chef, aux aguets, se trouve empêtré dans une idée de réinsertion de la paysannerie par le biais de financement de micro-projets ou micro-entreprises.

Maintenant, le général-président doit bien se rendre compte que pour financer au moins 30 000 micro-projets à raison de 10 000 à 20 000 dollars l'unité (ou encore 30 000 micro-entreprises à raison de 1000 à 2000 dollars l'unité), il lui faut dans tous les cas entre 300 et 600 millions de dollars pour commencer. Sur le sol national, à partir

des entreprises nationales et des petites réserves, il ne peut trouver que 40 à 45 millions de dollars.

Entre 600 et 40 millions, la différence est de taille. Les choses étant ce qu'elles sont, nous ne voyons pas trop bien où le général-président va trouver cette différence, si les ennemis d'hier continuent à se regarder comme des chiens de faïence. A condition que le vrai objectif de cette grande entreprise ne soit pas la réintégration de la paysannerie, mais sa pacification comme le laissent supposer la tuerie de Labady, les arrestations et les bastonnades des membres du Mouvement Paysan de Papaye (MPP).

Alors si ce n'est pas vrai et, si tout le monde pense effectivement que le salut d'Haïti passe par celui de la paysannerie qui représente plus de 80 % de la population, pourquoi le gouvernement militaire qui est loin d'avoir les moyens économiques et humains de ses ambitions, ne prend-il pas l'initiative d'engager un dialogue national avec toutes les composantes de la Nation à travers leurs délégués.

Cette rencontre nationale sera précédée d'un large débat national avec la participation de tous les intéressés sur des thèmes comme les institutions, l'économie et la sécurité pour déboucher sur la signature d'un pacte national devant la presse nationale et internationale.

Ce pacte national contiendra des garanties bien claires pour les syndicats, les églises, l'Armée, les associations de paysans, la presse, les partis politiques, les associations d'entrepreneurs, les associations de défense des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales de développement, les comités de quartier, les organisations socio-professionnelles, etc.

Cette démarche a le mérite de rassurer tout le monde, de tenir compte des revendications du peuple haïtien, de n'exclure personne au départ, de décrier l'atmosphère et de débloquer la situation. Sur le plan international, elle forcera le respect de nos partenaires qui se rendront à l'évidence que les Haïtiens sont capables de se parler et de trouver, à travers le dialogue constructif, la solution à leurs problèmes.

A partir de ce moment-là tout peut être envisagé si chacun s'engage à laisser pendant un laps de temps ses couteaux, ses invectives et ses mitraillettes au vestiaire. Ce sera un pas décisif vers l'instauration de cette démocratie pluraliste et participative, passage obligé vers le développement. Car comment parler de développement national, quand l'insécurité s'installe dans la paysannerie et dans les villes, les institutions sont inexistantes, les organismes de crédit sont inaccessibles pour ne pas dire inexistantes ?

Les pessimistes, les super-révolutionnaires nous objecteront certainement que l'heure n'est plus ou pas au dialogue et que de toutes façons ceux d'en face ont du sang coagulé sur les mains, les honnêtes gens, les gens sérieux ne peuvent pas leur faire confiance et que pendant ces deux dernières années, ils ont administré la preuve par quatre de leur mauvaise foi. A ceux-là nous dirons simplement que les notions de bonne foi ou de mauvaise foi, de confiance ou de non-confiance sont des catégories qui n'ont rien à voir avec la politique et qu'il ne faut surtout pas confondre la morale, la religion avec la politique qui a ses lois et ses principes.

Quand, pendant la seconde guerre mondiale Hitler avait accepté l'offre de dialogue faite par Staline, aucun des deux n'était animé de bons sentiments l'un vis-à-vis de l'autre. Quand les "contras"



nicaraguayens acceptent avec l'Église Catholique nicaraguayenne de s'asseoir avec les sandinistes derrière une table de négociations, dans cette affaire, il n'y a aucune place pour la confiance ou la non-confiance.

Quand de nos jours, Lech Walesa qui n'a aucune armée derrière lui, simplement le syndicat « **Solidarnose** » avec le soutien d'une certaine opinion nationale et internationale, se déclare disposé à rencontrer dans le cadre d'un dialogue national le Général Jaruzelski et son armée, peut-on dire que Lech Walesa est un naïf ou fait confiance à son ennemi, le Général aux lunettes noires ? De grâce, nous pensons que ceux qui persistent à confondre dialogue national, débat national pour un pacte national avec le risque calculé de Leslie Manigat pour le fauteuil présidentiel, ont vraiment une mauvaise approche ou dans le meilleur des cas, pêchent par ignorance des lois de la politique ou ont fait une très mauvaise évaluation des rapports de force en Haïti et dans la région.

Pour terminer, signalons que quand la lutte d'un peuple pour la démocratie ou dans sa marche vers la formation d'une nation, un leader, un parti politique ou un groupe de citoyens en appellent au dialogue national, en général cette idée est toujours reçue avec scepticisme.

L'histoire a enseigné que le dialogue national considéré comme moyen moderne de résolution des problèmes politiques demande souvent un peu de temps pour que les uns et les autres prennent conscience de leurs propres limitations et le peuple de sa nécessité.

**Serge GILLES, Aout 1988**



*Le Parti Fusion des Sociaux-démocrates Haïtiens (PFSDH) rend*

*Hommage à Serge Gilles*



**PLAIDOYER POUR LA SIGNATURE D'UN PACTE DE GOUVERNABILITE :  
L'UNIQUE OPTION POUR UNE SORTIE DURABLE DE LA CRISE**

**UNE CONSTATATION ACCABLANTE**

Depuis la chute de la dictature, malgré l'adoption de la Constitution de 1987, qui a institué un régime démocratique et pluraliste, Haïti peine encore à trouver sa voie vers l'instauration d'un système politique réellement démocratique, passage obligé pour refonder l'État, mettre en place une administration transparente et efficace au service de la population, faire fonctionner les institutions de manière harmonieuse.

L'absence de tradition démocratique, la difficulté à constituer des partis politiques forts et bien implantés constituant l'expression politique des forces sociales, l'incapacité des acteurs politiques et sociaux à se mettre d'accord sur l'essentiel, la réticence des uns et des autres à organiser des élections libres, honnêtes et démocratiques l'ingérence de certaines puissances dans le jeu politique constituent autant de barrières évidentes sur le chemin de la bonne gouvernance.

A cela il faut ajouter la corruption, le recul des valeurs morales dans notre société, le manque de constance des élus dans leur choix et leur appartenance politique, la tendance des Haïtiens à refuser l'application stricte de la règle de droit ; leur propension à préférer les petits arrangements et les compromissions au respect des règles du jeu qu'ils ont eux-mêmes établis. La liste pourrait être longue si on voulait énumérer toutes les causes qui enferment Haïti dans une spirale interminable d'échecs.

Comme conséquences de cet état de fait, depuis trente-trois (33) ans le pays va de crise en crise sans que l'on puisse voir le bout du tunnel. Les élections successives ont malheureusement amené au pouvoir des dirigeants qui ne comprennent pas ou ont du mal à accepter les règles élémentaires du système démocratique. Chaque petite concession faite pour tenter de débloquer une situation ou pour sortir d'une crise, en entraîne d'autres plus importantes qui se révèlent être des solutions mort-nées.

Les problèmes auxquels notre pays fait face aujourd'hui ne peuvent pas être réglés par des méthodes traditionnelles. Les tentatives de l'exécutif de jouer de son autorité pour s'imposer n'ont fait qu'envenimer la situation... Bref, une série de crises les unes plus importantes que les autres ont mis à mal nos institutions, affaiblissent l'autorité de l'État et donnent l'impression à la population qu'elle est à la dérive et que toute tentative de sortir de ces crises par des moyens institutionnels classiques, est illusoire.

Malgré tout cela nous avons la certitude que Haïti n'a pas le monopole des crises. D'autres pays en ont connu et s'en sont tirés. L'Espagne après la mort du Général FRANCO, le Chili après la chute de Pinochet, la République dominicaine sous la présidence de Joaquim BALAGUER et le Panama après l'arrestation brutale du Général Président Antonio NORIEGA. Il nous faut faire preuve d'imagination et pourquoi pas, appliquer ici des méthodes qui ont donné des résultats satisfaisants ailleurs, ou comme nous, ils ont opté pour la démocratie représentative, l'alternance et le pluralisme politiques, la liberté d'expression et de circulation, etc...



**POUR REDONNER CONFIANCE ET GOUVERNER,  
LA SIGNATURE D'UN PACTE POLITIQUE EST INDISPENSABLE**

Face à un tel diagnostic et dans la mesure où les Haïtiens arrivent à se mettre d'accord sur le problème posé par ces crises à répétition, la seule solution est l'organisation d'un « **chita tandé** » réunissant les tenants du pouvoir exécutif avec l'ensemble des forces politiques représentatives (celles qui sont au Parlement et les autres ayant boycotté les dernières élections dans le but de sortir de la malédiction des élections truquées et contestées) auxquelles on pourrait ajouter certains secteurs organisés de la société civile (secteur religieux, secteur privé des affaires -formelles et informelles- et les syndicats).

Il ne s'agira pas d'une conférence nationale au sens où on l'a entendu dans certains pays d'Afrique qui sortaient de la dictature et encore moins d'une conférence nationale souveraine, comme le souhaitent certains qui veulent tout remettre en question. Il ne s'agira pas non plus d'un manuel du savoir vivre ensemble.

Le Pacte de Gouvernabilité est une formule utilisée dans des pays où la tradition dictatoriale rendait difficile le processus de démocratisation. L'expérience a porté ses fruits dans des pays en Europe et en Amérique latine, comme nous l'avons déjà signalé. La situation qui prévaut en Haïti est tout à fait compatible avec une telle démarche.

Le passage obligé pour s'engager dans cette voie est l'obtention d'un consensus aussi large que possible pour appuyer le choix de cette voie de sortie durable. Dans la mesure où un grand nombre des acteurs susmentionnés adhèrent à l'idée de signer un pacte pour rendre ce pays gouvernable, il faudra aussi s'assurer que les points

qui feront l'objet d'accord seront contraignants et obligatoires pour tous sans exception. En fait le Pacte de Gouvernabilité sera une feuille de route qui s'imposera à tous les pouvoirs qui se succéderont dans les prochaines années.

Il reste entendu que malgré la signature du Pacte il y aura toujours une majorité gouvernementale et une opposition. A l'occasion des joutes électorales, chaque acteur pourra choisir son camp et participer aux alternances à la tête de l'État.

**Méthode possible de mise en place**

Il importe maintenant de chercher à convaincre un maximum d'acteurs à adhérer à la démarche pour la signature dans un délai d'un à trois mois d'un Pacte de Gouvernabilité suffisamment consensuel et qui puisse être soutenu par le plus grand nombre. Il faut convaincre les uns et les autres qu'il ne peut pas s'agir d'un marché de dupes. Ce pacte ne devra pas être un papier de plus que certains utiliseront pour sortir d'un mauvais pas et que l'on s'empressera d'oublier une fois le calme revenu.

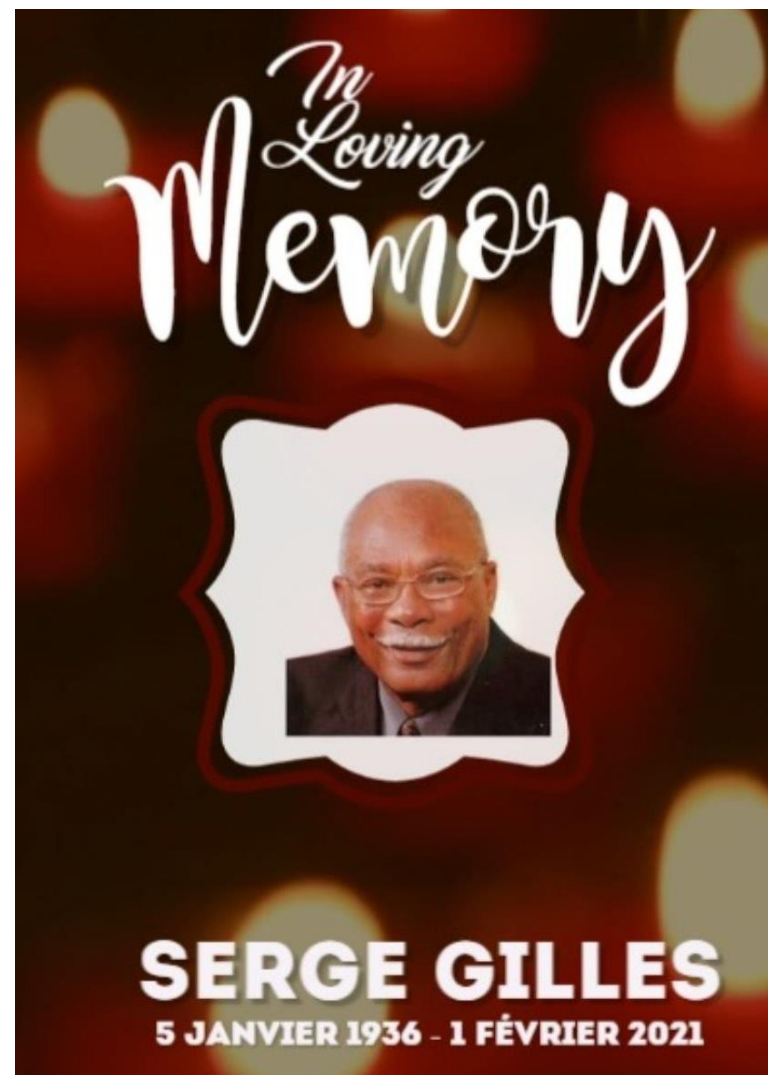
Dans les plaidoyers à faire en faveur du Pacte, il faudra convaincre de la gravité de la situation, définir la problématique et déterminer les objectifs de l'opération. En quelques mots le problème réside dans le constat que tous font aujourd'hui: nos pratiques politiques, notre façon d'appréhender le pouvoir, notre refus d'admettre la primauté du droit dans la gestion de nos relations, notre obstination à refuser l'organisation d'élections libres, notre incapacité à nous affranchir de la tutelle et de l'ingérence étrangères, notre tendance à laisser s'installer la corruption à tous les niveaux comme un mode normal de fonctionnement, notre refus de considérer le dialogue comme un mode privilégié de résolution des conflits.



Les choix de politiques publiques ne sont pas mentionnés ici. Même si l'on ne rentre pas dans les détails, le Pacte doit aussi fixer des engagements et des objectifs sur les grandes priorités du moment surtout en matière de reconstruction, de décentralisation, de réarmement moral et civique du peuple, de réaménagement du territoire d'une réforme cadastrale, de création de richesses et d'opportunités, d'accès pour tous à une éducation et à des soins de santé de qualité, de sécurité, de lutte contre la mentalité rentière et pour la création de l'esprit entrepreneurial - dont les coopératives-chez les jeunes et les femmes, enfin du dépoussiérage de la Constitution selon la procédure exigée par cette dernière, etc...

Bien entendu le Pacte ouvre la voie au dialogue national et de fait, ne peut pas être un catalogue de solutions toutes faites. Il ne pourra pas résoudre tous les problèmes et ne peut pas non plus imposer les voies et moyens pour tout faire. Chaque sensibilité politique gardera le choix des politiques conformes à ses convictions pourvu que l'objectif reste le même : le respect des principes élémentaires de bonne gouvernance et de la règle de droit, la prise en compte des intérêts de tous les Haïtiens généralement quelconques. Dès que tous se mettront d'accord sur la démarche, il faudra élaborer un document de procédure pour la conduite des travaux et pour l'adoption du pacte.

Une fois le Pacte voté, il serait judicieux de constituer un observatoire de sa mise en œuvre, question de rappeler à l'ordre tous ceux qui voudraient s'en écarter ou l'ignorer. De notre point de vue le regroupement d'églises "Religions pour la Paix" est déjà tout désigné en la circonstance si, bien entendu, les autres n'y voient pas d'inconvénients



**Ancien Sénateur de la République  
Conseiller Spécial du PFSDH  
Pion Ville le 20 mai 2019**

## UN CONTEMPORAIN PARLE

Au cours de mes pérégrinations en terre étrangère, j'ai eu l'occasion de rencontrer Serge Gilles en France, à Paris. Moi, fraîchement arrivé durant l'année 66, lui, qui avait déjà des assises dans ce pays d'Europe.

Avec 5 autres camarades rescapés de l'Union Nationale des Etudiants Haïtiens (UNEH), et transplantés dans un pays lointain, nous nous sommes engagés à poursuivre, ensemble, la lutte, en vue de supporter et de renforcer le front intérieur.

**Serge**, durant les longues années qu'il a passé en France, avait toujours l'esprit accaparé par Haïti. Alors que son travail à la Cimade l'amenait à s'occuper de réfugiés venant d'un peu partout du Tiers Monde, il trouvait toujours du temps pour son pays. Il avait cette capacité de se donner totalement à tout ce qu'il entreprend. Il était un internationaliste, un patriote, un dirigeant politique, un père de famille, un mari, un camarade, un ami, un conseiller.

Il aimait la politique, les débats, les combats. Il appréciait le dialogue et les contradictions. C'était un homme qui aimait la vie, qui aimait les autres, qui tenait ses engagements et qui ne lésinait pas sur la solidarité à apporter à ses amis, ses camarades de combat, dans les moments difficiles.

Au début des années 70, ayant reçu un ordre de quitter le pays où je résidais, dans un délai d'un mois, j'étais à me demander ce que j'allais faire ? Informé de la situation, sans hésiter, Serge me dit : Ne t'en fais pas, Paul ! Je t'attends en France avec ta famille.

Une autre fois, au commencement de l'année 80, de la République Dominicaine où je me trouvais pour travailler avec les braceros haïtiens, je fus arrêté et déporté le même jour vers Curaçao. De là, on m'embarqua sur le même avion, à destination du Venezuela. A l'aéroport de Caracas, je fus gardé en détention, ne sachant pas ce qui allait m'arriver, pensant à ma famille et surtout, craignant d'être envoyé à Duvalier.

Sur ces entrefaites, un agent de l'immigration vint me chercher pour parler à un représentant des Nations-Unies. Grande fut ma surprise, d'entendre au téléphone une voix très familière. Depuis quand Serge, es-tu à l'ONU, lui dis-je ? Il fallait absolument que je te parle et, c'était la seule façon que j'ai trouvée, répondit-il. **Serge**, c'était l'ami, le camarade, le frère, des bons comme des mauvais moments.

Pataugeant dans cet imbroglio où nous sommes plongés depuis trop longtemps, il me revient de temps en temps de penser à Serge. Homme d'État, de dialogue et de compromis, que penserait-il de cette situation ? Que dirait-il ? Hélas, il n'est plus là ?

Il est parti, malheureusement, trop tôt.

**Paul DENIS**

**LE PARTI FUSION DES SOCIAUX-DEMOCRATES HAÏTIENS ET SA VISION**

Il restera de toi...  
 Il restera de toi ce que tu as donné.  
 Au lieu de le garder dans des coffres rouillés.  
 Il restera de toi de ton jardin secret,  
 Une fleur oubliée qui ne s'est pas fanée.  
 Ce que tu as donné, en d'autres fleurira.  
 Celui qui perd sa vie, un jour la trouvera.  
 Il restera de toi ce que tu as offert  
 Entre les bras ouverts un matin au soleil.  
 Il restera de toi ce que tu as perdu  
 Que tu as attendu plus loin que les réveils,  
 Ce que tu as souffert, en d'autres revivra.  
 Celui qui perd sa vie, un jour la trouvera.  
 Il restera de toi une larme tombée,  
 Un sourire germé sur les yeux de ton cœur.  
 Il restera de toi ce que tu as semé  
 Que tu as partagé aux mendiants du bonheur.  
 Ce que tu as semé, en d'autres germera.  
 Celui qui perd sa vie, un jour la trouvera.

S. Weil, Philosophe Humaniste

A travers ces vers, j'entends la voix du premier d'entre nous, Serge Gilles s'adressant au Parti fusion, lui disant : « *ce que j'ai semé, en vous survivra* ». Mais alors, comment ?

Dans les années 78-80 Serge a créé avec ses camarades le mouvement Charlemagne Péralte, qui par la suite devint le Parti politique IFOPADAH (Union des Forces Patriotiques et Démocratiques Haïtiennes). Ce parti, pour lutter sur la scène politique haïtienne contre la dictature des Duvalier, évoluait aux côtés d'autres forces tels que le PDCH, le RDNP, le PUCH etc.

Ce n'est qu'à la chute de ce pouvoir en 1986, que Serge et une partie de son équipe sont rentrés en Haïti pour rencontrer d'autres cellules, d'autres militants ayant les mêmes sensibilités, des objectifs semblables aux leurs et les amener à créer ensemble le PANPRA (Parti Nationaliste Progressistes et Révolutionnaires Haïtiens). Enfin en 2005, deux autres forces, dont **Haïti Kapab**, le Congrès National des Mouvements Démocratiques (KONAKOM), se sont joints au PANPRA pour former le Parti Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens (PFSDH).

C'est avec ce Parti que nous continuons à véhiculer les idées que Serge Gilles répandait et qu'il cherchait à propager déjà dans des mouvements comme le BIP (Bloc Unitaire Patriotique) en 1988, Espace de concertation 2004, etc... Serge Gilles rêvait de voir le peuple haïtien sortir de sa coquille sans substance, de ses luttes fratricides, de ses comportements les plus aberrants, pour garder un certain nombre de traits positifs qui faisait l'originalité de sa personnalité : sentiment d'honneur, amour passionné de la liberté, attachement très vif à la souveraineté nationale, goût de l'héroïsme,

courage physique et morale, croyance en une vocation messianique de la nation haïtienne.

Nous lui rendons hommage. Mais hélas ! Amorcé par l'ambition de vouloir sortir la tête de l'eau, nous avons provoqué l'effondrement de pans entiers de la psychologie de bien faire. Ce qui a entraîné, bien sûr, une cohésion de valeurs morales traditionnelles et suscité, à l'inverse, l'apparition ou le renforcement des valeurs strictement négatives. Les membres de la hiérarchie politique nationale n'adhèrent pas à un système de croyance et de valeurs collectives, tenues pour essentielles à l'évolution vers un stade de développement supérieur.

On note une carence très prononcée de consensus sur les problèmes fondamentaux du pays, lesquels n'ont pas encore fait l'objet d'approches cohérentes susceptibles de rallier la majorité de la population. Plus de 38 ans après l'abolition de la dictature des Duvalier, l'élite politique n'a pas réussi à favoriser l'aménagement de mécanismes adaptés à la résolution des conflits inhérents à une société caractérisée en particulier par l'existence de classes sociales antagonistes, une grave pénurie de ressources politiques bien structurée et un faible niveau d'évolution socio-économique.

Il en résulte que l'intégration et la cohésion indispensables à une action collective efficace restent irréalisables. L'existence d'un degré de consensus minimal ne permet pas d'arrêter une stratégie politique nationale à long terme. Elle a pour effet de porter la lutte pour le pouvoir à des seuils dangereux et de vouer à l'échec toute entreprise de construction nationale. Elle aggrave la vulnérabilité du pouvoir politique haïtien face aux mépris, aux desseins malhonnêtes des Etats étrangers auxquels nous nous sommes toujours subordonnés.

On constate une carence très nette d'associations culturelles à statut indépendant ainsi qu'une indulgence notoire de travaux de recherche sur la problématique haïtienne. La classe politique, de gauches ou de droites, sont loin de former des blocs monolithiques. Chaque groupe est exposé à des dissensions et des rivalités internes qui font que son niveau de cohésion reste en générale assez faible. Le caractère chaotique de l'évolution politique nationale procède essentiellement des interactions négatives qui s'établissent au sein de la strate politique.

Le fait le plus frappant, à propos du règlement des antagonistes politiques au sein de la société haïtienne, est l'importance exceptionnelle réservée à la force de l'intimidation. Dès la naissance de l'Etat haïtien, les protagonistes de la lutte pour le pouvoir ont transformé l'espace géographique national en un champ de bataille où la victoire reste acquise à ceux des combattants qui se sont rendus maîtres du terrain par la force de leur audace. C'est ce qui arrive aujourd'hui avec les violences des groupes armés qui font régner la terreur dans le pays. Nous avons l'impression d'être toujours en guerre, sous des formes à peine différentes de celles qu'elle a empruntées jadis. Par atavisme, les générations politiques contemporaines obéissent encore à la loi du sang : la voie conduisant au pouvoir est jonchée de cadavres et de blessés hors de combat.

Les actes de violences qui forment la trame de l'histoire nationale sanctionnent la faillite de la politique, entendue dans le sens d'activité visant à faire prévaloir des solutions pacifiques. Le recours systématique à la force fait qu'on ne peut utiliser le concept de politique, à propos du règlement des conflits inhérents à la société nationale haïtienne que par un abus de langage.



Le système politique national est étroitement conditionné par le caractère des hommes qui veulent participer à l'organisation et au fonctionnement des institutions. A partir d'exemples de manières d'agir empruntés à l'histoire, on peut établir comme suit l'inventaire des dispositions caractérielles fondamentales de l'homme politique haïtien :

- **Recherche de l'intérêt personnel.**

L'activité politique s'inspire en général de l'anticipation d'un bénéfice personnel et durable. Cette préoccupation dominante a pour corolaire une carence presque complète, chez l'agent de l'action politique, de dévouement effectif à l'intérêt collectif. La pratique du désintéressement patriotique reste une notion peu familière aux membres de la strate politique.

- **Individualisme et égocentrisme.**

Voué à un individualisme outrancier et étroit, l'homme politique haïtien a tendance à ne penser qu'à lui-même et à adapter la devise « chacun pour soi ». Il est déterminé à assurer le triomphe de ses desseins égocentriques, quel que soit le péril auquel il expose l'ensemble de la nation. Par son attachement aux stratégies individuelles, il appartient à une espèce solidaire et semble éprouver une répulsion instinctive pour l'action collective.

- **Conception absolutiste de l'autorité.**

De tempérament autoritaire, l'homme politique haïtien aime à régenter hommes et choses. Il se sent la vocation de chef, assume volontiers le rôle de leader au sein du groupement

de taille fort réduite : cercle d'amis et ceux qui se ressemblent, coterie, clique.

Le goût excessif de la domination s'allie chez lui à un esprit d'insubordination et d'anarchie très prononcé. Il est peu disposé à se soumettre à une autorité, à moins d'y être contraint.

- **Esprit d'agressivité**

L'agent d'intervention politique est très réservé à l'égard des méthodes de luttes pacifiques, du compromis et de l'arbitrage. Dans la tradition du XIXe siècle, il est enclin à recourir à l'action directe et la manière forte. La vie politique se déroule sous le signe de la violence et de la contrainte, qui empruntent les formes les plus diverses.

- **Machiavélisme.**

Le leader politique se considère libre d'utiliser les moyens les plus perfides et les plus malhonnêtes : la compétition pour le pouvoir n'est soumise à aucune déontologie, à aucun code arrêté d'un commun accord. Aussi peut-on relever chez les représentants de l'élite politique nationale des modèles de comportement machiavélique : ruse, probité, défaut de scrupules, malveillance, hypocrisie, déloyauté, fourberie.

- **Opportunisme et servilisme.**

L'activité de l'homme politique haïtien a en général un caractère opportuniste : il tend à exploiter les circonstances au mieux de ses intérêts personnels, sans égard aux principes. Sa faible armature morale fournit un terrain propice à la corruption. Le membre de la classe politique se laisse prostituer par le pouvoir, habile à discerner le défaut de la





cuirasse. En contrepartie des avantages et des faveurs dont il est bénéficiaire, il manifeste son allégeance au dispensateur par une propension marquée au servilisme le plus abject.

- Croyances en l'existence de capacités et d'aptitudes personnelles supérieures.

L'agent de l'action politique possède une confiance absolue dans sa valeur personnelle. Il prétend seul posséder l'approche juste et correcte du problème national haïtien, malgré son extrême complexité.

Cette foi en ses aptitudes personnelles est en générale associée à un complexe messianique : le détenteur du pouvoir ou l'aspirant au pouvoir se sent secrètement investi de la mission d'assurer la survie du peuple haïtien, gravement menacée dans son existence même. Elle alimente des réactions d'intolérance à l'égard des solutions proposés par des concurrents, des rivaux ou des adversaires.

- Ambition aveugle du pouvoir.  
L'un des traits fondamentaux de la psychologie de l'homme politique haïtien est son ambition démesurée du pouvoir, qui prend l'allure d'une véritable névrose. Le pouvoir est convoité de manière passionnelle, de sorte qu'il représente l'objet de controverse essentiel de la strate politique nationale, la pomme de discorde par excellence. Moyen de sauvegarde d'intérêts particularistes plutôt qu'instrument d'intégration nationale. Il constitue la finalité suprême de l'action politique. Consciemment ou inconsciemment, l'homme politique haïtien recherche le pouvoir pour le pouvoir.
- Caractéristiques secondaires.

Le caractère de l'homme politique haïtien présente de nombreuses particularités secondaires qui se répercutent également sur ses attitudes et ses comportements. Consentons-nous de mentionner :

- + l'amour de l'éclat et de la parole
- + le goût de la flatterie et l'aversion pour la critique sans détours.
- + l'insensibilité aux affronts personnels ainsi qu'aux insultes infligées à la nation haïtienne.
- + la peur excessive de la mort et de la douleur physique.
- + l'indifférence à la condition effroyable de la paysannerie et du prolétariat urbain.
- + le faible niveau d'aspiration au progrès de son pays.

L'Analyse scientifique du problème haïtien est encore à un stade embryonnaire soit au niveau de l'explication causale, soit au point de vue de la thérapeutique à appliquer. Si les problèmes d'ordre économique ont pu être précisés avec une approximation suffisante, les analystes connaissent moins bien les aspects politiques et sociaux qui exercent pourtant une influence autrement déterminante sur l'évolution générale du pays. La complexité de la réalité haïtienne, en apparence rebelle à une exploration systématique et en profondeur, se traduit notamment par le caractère divergent des conclusions des travaux qui lui ont été consacrés, le chercheur tendant à privilégier telle ou telle variable isolée en fonction de son orientation personnelle.

A notre avis, sans connaître le poids qu'il convient d'accorder à la rigueur des contraintes extérieures et à la précarité du cadre physique dans lequel s'insèrent les efforts d'organisation de la nation, la

banqueroute actuelle à ses causes profondes dans les caractéristiques permanentes du système politique haïtien et l'apparition de défaillances majeures au sein de la strate politique nationale.

Les membres de la hiérarchie politique nationale n'adhèrent pas un système de croyances et de valeurs collectives, tenues pour essentielles à l'évolution vers un stade de développement supérieur. On note une carence très prononcée de consensus sur les problèmes fondamentaux du pays, lesquels n'ont pas encore fait l'objet d'approches cohérentes susceptibles de rallier la majorité de la population.

Moins de 15 ans après l'intervention d'une force étrangère consécutive à l'instabilité du pouvoir, l'élite politique n'a pas réussi à favoriser l'aménagement de mécanisme adaptés à la résolution des conflits inhérents à une société caractérisée en particulier par l'existence de classes sociales antagonistes, une grave pénurie de ressources politiques et un faible niveau d'évolution socio-économique.

Il en résulte que l'intégration et la cohésion indispensables à une action collective efficace restent irréalisables. L'inexistence d'un degré de consensus minimal ne permet pas d'arrêter une stratégie politique nationale à long terme. Elle a pour effet de porter la lutte pour le pouvoir à des seuils dangereux et de vouer à l'échec toute entreprise de construction nationale. Elle aggrave la vulnérabilité du système politique haïtien face aux desseins malhonnêtes des Etats étrangers auxquels il s'est subordonné.

A la différence de la plupart des Etats du Tiers-monde indépendamment de leur régime sociopolitique, le pays dispose de plus de partis politiques mais insuffisamment organisés et stables pour assurer l'encadrement des citoyens participant aux affaires publiques.

Qu'ils proviennent d'une initiative du pouvoir ou de celle de l'opposition, les efforts visant à la création d'organisme de ce type se soldent invariablement par des échecs. Le parti politique tel qu'il est connu et fonctionne presque partout à l'étranger ne s'est pas adapté au contexte sociologique haïtien.

La vie politique nationale est animée principalement par des agents agissants individuellement et de manière autonome, en dehors de tout instrument de participation organisée. Le caractère désordonné des innombrables interventions personnelles aboutit à de véritables carambolages, qui dépassent largement la capacité de régulation du système.

A un niveau plus élevé, le type le plus fréquent d'unité organique collective à vocation de lutte pour le pouvoir est offert par le groupement politique à fins limitées et temporaires. La prolifération de ses petites structures partisans traduit la tendance des forces politiques nationales à se fragmenter à l'excès. Elle est liée le plus souvent à l'apparition d'une conjoncture exceptionnelle telle qu'une fin de mandat présidentiel ou une vacance de pouvoir. En règle générale, ces formations improvisées et épisodiques ne survivent guère à la disparition des circonstances à l'origine de leur genèse.



Les paramètres de la situation socio-politique d'Haïti, n'autorisent aucun optimiste excessif pour ne pas dire que l'espoir devient de plus en plus incertain dans un contexte où toutes les forces vives de la nation sont à genoux devant les forces obscures internes et l'indifférences des puissances internationales face à la situation.

Par ailleurs, certains précédents historiques laissent cependant présumer qu'en se réunissant dans une structure d'action collective de type unitaire et en s'équipant d'un minimum de moyens matériels et humains, les courants démocratiques et progressistes peuvent se trouver en mesure d'abattre le statu quo. Tout compte fait, le régime politique actuel n'est redevable de sa survie qu'à la division et la faiblesse de ses adversaires.

Si les éléments favorables à l'émergence d'une société nouvelle en Haïti ne veulent ou ne peuvent forger leur cohésion face à l'emprise tenace de nos habitudes archaïques, l'expérience nationale haïtienne peut être tenue pour condamnée.

Cela étant dit, il faut sortir du discours d'enfermement et passéistes consistant à répéter nos prouesses du passé pour s'engager dans l'action collective, l'action concrète et opérationnelle. Pour y arriver, ne faudra-t-il pas redéfinir une nouvelle ligne idéologique transformatrice en lien avec la situation actuelle, des hommes et des femmes pétris par cette idéologie et une restructuration de notre Parti politique à un moment où notre nation est au bord d'un gouffre n'ayant rien à envier aux scènes les plus macabres de l'Apocalypse ? D'où l'intérêt de nous engager activement ; mais quelle stratégie utiliser et par où commencer ?

**LUCIEN Jean Benit**

**Cellule France , FUSION des Sociaux-Démocrates**

**SERGE GILLES,  
L'HOMME QUI A CRU DANS LA FORCE DE LA JEUNESSE HAÏTIENNE**

Ma rencontre avec le Sénateur s'est terminée par une découverte, que je partage avec vous.

Après avoir réalisé un interview avec un historien haïtien de renom dans le cadre des recherches en sociologie politique, ce dernier a trouvé mes idées intéressantes et il m'a proposé son aide pour me faire rencontrer un monsieur qui saurait les apprécier davantage. Et, quand il m'a donné le numéro de contact, c'était l'ancien Sénateur Serge Gilles, l'un des figures de proue du milieu politique haïtien Post-Duvalier. Vite fait, j'ai eu la confirmation avec lui par téléphone, il a accepté de me rencontrer. Ancien sénateur de la république d'Haïti à deux reprises, fondateur du parti IFOPADA depuis la France et fondateur du Parti FUSION, à l'époque il était membre d'honneur du Parti, était très enthousiasmé à me rencontrer. Chez lui, le jour où j'ai rencontré le Sénateur, j'étais surpris de croiser avec son esprit ouvert et jeune, plus jeune que le mien, au moment j'avais à peu près une trentaine d'années. Je ne lui ai pas osé demander comment il connaissait toutes les expressions orales de la jeunesse haïtienne contemporaine, vu son âge ? J'avoue que j'étais très à l'aise avec son attitude, les discussions étaient faciles ; il était quelqu'un d'optimiste et plein d'espoir pour la jeunesse. Nous avons entamé des débats sur des sujets divers, dont un bref extrait (Questions, réponses) que je décide de partager avec vous, qui concerne ses bonnes intentions sur l'avenir politique du parti FUSION et de ses espoirs pour la génération future.

Dans nos discussions ouvertes, à un certain moment je lui ai posé plusieurs questions ; dont l'une sur **les moyens utilisés pour atteindre le pouvoir politique ?** son opinion :

*S. Gilles : La stratégie est d'abord une bonne implantation du parti, participer aux activités politiques, faire beaucoup d'effort pour qu'il y ait de bonnes élections dans ce pays, faire en sorte que la jeunesse soit intéressée par la politique car la jeunesse est le ' « **poto mitan** ' »<sup>1</sup> de cette nation. Si tu ne travailles pas avec la jeunesse, tu ne vas nulle part.*

Ce que nous ne savons pas du parti FUSION d'après Serge, il est important de travailler sans relâche afin de mettre en place un système, permettant d'infuser des termes politiques dans notre discours de tous les jours. Il croyait que le meilleur moyen d'implanter la démocratie en Haïti, passe d'abord par un apprentissage des termes politiques et démocratiques. Il a compris que la meilleure stratégie se résume par le travail acharné avec les jeunes et la prise du pouvoir politique par de bonnes élections, afin d'élargir le processus d'apprentissage. Il est l'investigateur des écoles de parti au sein de la FUSION, dans le cadre de la réalisation de ses idées novatrices pour les jeunes, il n'a pas pu mater l'envie de partir qui hante cette jeunesse haïtienne de plus en plus méfiante à l'égard de leur patrie. Car les difficultés rencontrées dans le processus jouaient contre lui et repoussaient son rêve :

<sup>1</sup> Traduction "poto mitan" de l'Ayisyen veut dire centre de gravité par exemple.

*Moi-même : Quelles sont les difficultés rencontrées dans le processus de formation ?*

*S. Gilles : Nous avons une chance d'avoir un siège, le siège nous permet d'être en contact avec la jeunesse, nous sommes l'un des seuls partis à avoir un siège. À mon retour au Pays en 1986, il n'y avait pas de parti politique présent sur le territoire ayant une adresse, à l'époque c'était mal vu d'être membre d'un parti politique, ceci était un héritage laissé par les Duvalier, il n'y a jamais eu de concept politique dans notre langage haïtien. La période des Duvalier était régnée par la peur, personnes n'avait le droit de penser, ni de parler ; tout ce qui a rapport au " isme" était interdit, les tontons macoutes (milice du régime) les prenaient pour communisme qui était totalement interdit dans le pays. La formation nous permet de faire des recrutements au sein du parti, mais à chaque 50 personne formée, il y a une trentaine qui n'est pas intéressées à devenir membre de la FUSION. Mais notre plus grande difficulté c'est que les jeunes après les séances de formations ils partent. Récemment nous avons formé une quantité de jeunes au parti qui sont présentement au Chili.*

Malgré toutes les difficultés rencontrées, il a continué à croire dans la jeunesse, il a misé ses objectifs à long terme sur cette jeunesse, il pensait qu'il n'y a pas meilleur chemin que celui de prendre le pouvoir politique et implémenter la politique de la FUSION, c'est son plus grand rêve, disons que c'était son plus grand rêve :

*S. Gilles : à long terme comme tout parti, c'est la prise du pouvoir (rire !!), ce ne sera pas demain, ni après demain, je ne pense pas que c'est moi-même qui va voir ce jour-là, c'est la raison pour laquelle on prépare les militants, les adhérents, les sympathisants, le peuple haïtien en sommes, pour arriver un jour à prendre le pouvoir et instaurer la sociale démocratie dans ce pays. La sociale démocratie du parti FUSION des sociaux-démocrates consiste à engager ce pays dans un processus de création de richesses, pas pour les approprier mais de les distribuer au peuple haïtien.*

Ce que j'ai découvert en rencontrant ce personnage, qui était devenu un ami, un mentor, un guide, forgea mes idées politiques. Il est le premier qui m'a appris à bien évaluer mes idées politiques, car disait-il, une fois le peuple en prend connaissance, tu ne peux plus faire marche arrière. Et, tu dois assurer les conséquences de tes idées quoi qu'il arrive (par illustration, il m'a montré ses cicatrices et le sol en mosaïques cassés par la manche des armes de l'armée d'Haïti ayant fait irruption chez lui, le maltraitant pour ses idées politiques). Il m'a appris l'humilité politique : qui est parfois d'accepter d'être du bon côté de l'histoire, même quand la majorité passe de l'autre côté. Car il y a un dicton disant que la majorité n'a pas toujours raison. Ses idées sont encore vivantes, car le Parti FUSION est bel et bien en exercice, ils perdureront, nous l'encourageons. Même si de ma foi, il n'accepterait pas de voir sa patrie comme telle aujourd'hui. Ne remue pas dans ta tombe grand frère, tes idées sont bien entretenues. Que ton âme repose en paix Serge.

**Stanley Junior Mésalier**

Secrétaire Général P. P. INDIGÈNE d'Haïti

## LETTRE À SERGE GILLES

Trois années après ton départ physique parmi nous, je me donne un bonheur sans égal pour t'adresser cette correspondance porteuse d'un message de douleur sans fin, d'une séparation qui n'entrera jamais dans les habitudes.

Mon ami et camarade\_

Je commencerai le texte avec deux paroles : une que j'ai eue avec mon frère Beauzile, l'autre avec sa femme. Dans une de ces rencontres historiques sur ta galerie chaque mardi, en te regardant et en te lisant, j'ai dit à mon ami : « Si Dieu pouvait lui donner un autre cœur, je serais content. » On était en 2019.

Avec la Présidente, **Madame** Edmonde **BEAUZILE**, il y a eu un complot pour réussir à vous faire vivre au local du Parti cette grande expression publique d'amour de nous tous à ton égard, sur le modèle d'homme inspirant que tu as l'honneur d'être.

Malheureusement, tu es parti et la fête n'a pas eu lieu. Un regret sans fin.

Depuis cette occasion, a germé l'idée de ne pas faire de la mort la seule condition pour s'exprimer sur la vie d'un ami, d'un camarade.

### Le mois de la mémoire

Le mois de février t'est bien consacré. **Choublack**, le journal du Parti, ne dira que de toi, de ta réelle histoire, une douce enseignante, un agréable miroir. Le directoire du Parti est constructeur de ce noble projet.

Dans le grand désarroi que la situation actuelle du Pays nous conduit tous, je sens qu'il est opportun de faire communication spirituelle avec toi pour t'en parler et espérer ton souffle si généreux pour une orientation plus en harmonie avec nos aspirations de Patriotes convaincus.

La terre pour laquelle tu as tant lutté, la terre pour laquelle tu as consacré la plus grande partie de ton temps terrestre, la terre que tu espérais accueillante pour tous ses fils et filles, la terre pour laquelle tu as laissé la seule vraie méthode pour bousculer les antagonismes inutiles entre les forces vives du Pays à savoir : « **LE CONSENSUS** », depuis ton départ regrettable n'a pas fait de pas en avant. Il est par contre, toujours dans nos préoccupations et nous nous y engageons avec une détermination plus forte. Il est la voie unique du renouveau.

Parce que tu es en adoration de détails, parce que je sais aussi tu as un don particulier pour recevoir ce qui te dérange avec sérénité, je vais te dresser un petit tableau de nos réalités quotidiennes.

Le plus grand mal aujourd'hui c'est l'insécurité qui couvre la plus grande partie du territoire. Les bandits dictent leurs lois et donnent aux citoyens un rythme nouveau de vie. J'épargne à tes oreilles le chiffre effarant du nombre de personnes tuées ou kidnappées depuis ton départ.

Ils sont très nombreux les compatriotes qui ne peuvent plus vivre tranquillement dans leurs demeures. Ils sont en mouvement vers des espaces plus calmes qui se rétrécissent de jour en jour. Les enfants sont dans la tourmente.

La Production Nationale si elle n'est pas inexistante, elle est au niveau le plus bas. La vie chère frappe au quotidien toutes les familles haïtiennes. Se déplacer librement d'un point du territoire à une autre relève d'un fantasme irréalisable.

Toi qui parlais de Couverture forestière et de campagne de reboisement à réaliser, je te dis que la terre est dans une calvitie trop avancée. Il me semble comprendre que pari est pris de faire du Pays un désert total.

Te rappelles-tu avoir dit sur Radio Kiskeya dans une dernière interview que le taux de change entre la gourde et le dollar allait passer à 60% et que l'on ne t'avait pas cru. Aujourd'hui, il dépasse le double, soit 132%. Trois années après ton départ, l'ailleurs devient la seule porte de sortie.

Le Projet Biden seulement en une année c'est déjà plus de 150 000 de toutes conditions... Sans mentionner le Brésil, le Canada et les Caraïbes. Cette saignée humaine nous rappelle ce que, les Européens, au 17<sup>e</sup> siècle, avaient réalisé sur le continent africain. Privé de ses cerveaux, il lui était impossible de faire des pas en avant.

Si tu étais là, je suis certain que tu ferais l'analyse pour nous indiquer la direction dans laquelle on veut engager le pays.

Les conséquences sur l'administration Publique dépassent l'entendement. Le tableau n'est point reluisant et tu dois t'en rendre compte.

Dans ce décor pas du tout gai ou la perte de l'espoir semble gagner tout le monde, le Parti lance une grande campagne nationale autour du slogan de combat « **Ayiti pap peri** ».

Nous gardons intacte notre ferveur patriotique, elle ne nous abandonnera pas. Nous nous situons, comme tu nous l'as enseigné dans notre mission sacro-sainte d'œuvrer, de participer à la rédemption de la cité. Nous vivons dans une conjoncture certes difficile mais non insurmontable.

Ton départ crée une permanente douleur dans nos cœurs de **FUSIONNISTES** et nous ne cesserons de penser à ce grand homme politique, le Patriote, le Généreux qui a fait de sa trajectoire sur la terre un modèle d'inspiration pour ambitionner au bénéfice de la PATRIE Commune, la Rédemption nécessaire.

Le slogan existentiel : « **AYITI PAP PERI** » est notre leitmotiv de tous les instants car nous avons la mission d'être les acteurs privilégiés du Renouveau de notre Patrie commune. Au carnaval de Jacmel nous l'avons exprimé et nous devons trouver d'autres circonstances pour ranimer l'espoir de toute la Nation. Ne l'oublions jamais les Fusionnistes sont porteurs d'espoirs nouveaux.

Le modèle d'homme exceptionnel que tu as été demeure pour nous un miroir dans lequel nous prenons agréable refuge. Toujours au-dessus de la mêlée, tu cherchais inlassablement la recette du rassemblement utile parmi nous.



Tes généreuses idées empreintes d'humanité semées dans nos cerveaux sont toujours présentes et nous les portons comme signes distinctifs de patriotes toujours prêts à apporter leurs contributions dans la construction de l'édifice national.

Le Pacte de gouvernabilité, ton Pacte, notre Pacte attend son temps. L'engagement pour y parvenir est chez nous dans sa permanence.



Merci d'avoir été parmi nous camarade Serge. Merci par tes idées de rester en nous et de conduire nos démarches.

Repose en paix mon ami.

Mes amours pour toi ne flétriront jamais, elles sont dans leurs dimensions démesurées.  
Merci, Au revoir Camarade

*Merci, Au revoir Camarade*



J'ai l'honneur d'être Mozart CLERISSON  
Février 2024





**SERGE GILLES, L'HOMME DECONSENSUS, PROMOTEUR DE LA FUSION**

Pourquoi ce titre ?

Parce que **Serge** cherche toujours à s'associer aux autres pour trouver une solution aux problèmes qui se posent. « Je veux faire partie de la solution et non du problème », était son slogan préféré. Ceux qui ont l'âge pour se souvenir de l'acte odieux du 29 Novembre 1987 commis sur les électeurs, particulièrement à la ruelle vaillant.

Au cours de ces élections, **Me Gerard Gourgue** candidat du Front National de Concertation avait semblablement de fortes chances de remporter ces élections. Suite à ces événements douloureux, Serge avait compris et avait tiré la leçon. La société haïtienne et l'establishment américain n'étaient pas encore prêts pour un pouvoir de gauche en Haïti disait-il.

Il a tout de suite pris la décision de rectifier le tir, et pour bien montrer que la gauche n'est pas le démon qui fait peur et qu'on doit éviter à tout prix, il décide donc de faire alliances avec le MIDH de **Marc Bazin** et le MP28 de **Dejean Bélizaire** créant ainsi l'ANDP. Ce geste lui a valu des critiques acerbes dont il fait peu de cas car pour certains c'était une alliance contre nature.

Après le premier mandat d'**Aristide**, et l'arrivée de **Préval** à la Présidence, il reprend son bâton de pèlerin et forme avec **Evans Paul, Turnep Delpé, René Théodore** pour ne citer que ceux-là, le groupe des six, et prône l'idée d'une conférence nationale. Une idée que Delpé n'a jamais abandonné jusqu'à sa mort.

Ce bref rappel c'est pour vous montrer que l'idée de la fusion bouillonne dans la tête de Serge depuis longtemps et pour être plus précis depuis 1981 au congrès du parti socialiste Français à Epinay, où François Mitterrand avait été désigné pour représenter le parti face à Giscard d'Estaing. Je peux vous le rassurer, car durant mon séjour en France au cours des années 84,85,86 je lui rendais visite souvent et il m'en parlait de son intention de voir un jour un parti socialiste Haïtien avec tous les gens de la gauche modéré en Haïti.

Je lui disais que ça allait être difficile. Difficile mais pas impossible, me disait-il.

Après maintes associations, maints regroupements dont l'espace de concertation, la convergence, il décide de se lancer pour de bon dans la bataille pour la formation du parti socialiste haïtien (PSH).

Le premier contacté fut **René Théodore** qui répond par l'affirmative mais à condition que **Gérard Pierre Charles** n'y fasse pas parti. Sans mot dire il s'entretient avec ce dernier, car Serge n'est pas du genre à éliminer qui que ce soit au sein d'un parti, pour lui un parti politique est une association de volontaires.

**Pierre Charles** donne son accord même avec **René Theodore**. Le hic pour **Gérard Pierre Charles**, était que les autres ténors de l'OPL étaient d'avis contraire. Il décide faire cavalier seul et croit pouvoir les convaincre plus tard. **Victor Benoit, Evans Paul, Claude Roumain** sont bien d'accord mais demandent un temps de réflexion. **Dr Robert Auguste**, devenu le personnage principal de « **Haïti Kapab** » à la mort de **Ernst Verdier**, donne son entière adhésion au projet. Les discussions, les négociations ont duré

environ trois ans et plus. Finalement vers le milieu de l'année 2005, le pacte est signé et chacun s'engage à dissoudre leur propre parti afin d'être disponible pour la Fusion un mot très cher à Victor Benoit qui insiste pour que le nouveau parti prend le nom de **FUSION DES SOCIO-DEMOCRATES HAITIEN (PFSDH)**.

On se congratule, on fait des projets. Brusquement Gerard Pierre Charles demande à Evans Paul de lui dire la raison pour laquelle il n'a pas signé le document. L'euphorie était telle que les autres ne s'étaient pas rendu compte de l'absence de signature de (KP) mais comme Pierre Charles était le dernier à signer il s'interrogeait. A la question de Gerard, Evans répond qu'il a un petit problème au niveau du KID, il tient à le résoudre avant pour ne pas handicaper les autres. Les autres ont compris et un délai de huit jours lui a été accordé pour se mettre en règle avec son parti.

Il n'est jamais revenu, et pour toute réponse il se déclare candidat à la Présidence et ce par la voix d'un Dominicain du nom de

**Alejandro Bonifacio** au cours d'un rassemblement du KID à bourdon. Alejandro Bonifacio déclare dans son discours en espagnol et je cite : « **EL PROXIMO PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE HAITI SENOR EVANS PAUL** ».

Tout de suite après **Claude Roumain** désiste, prétextant qu'il ne compte pas monter dans une voiture qui va être à court d'essence, cela ne vaut pas la peine d'après lui. Le décès de **Gérard Pierre Charles** ramène le groupe à trois car les autres ténors de l'OPL s'y étaient déjà opposés.

La FUSION finalement est donc réduit à trois membres. **Serge Gilles du PANPRA, Victor Benoit du Konakom, Dr Robert Auguste de Haïti Kapab**. Voilà en bref l'histoire du parti socialiste que Serge voudrait voir comme un instrument stratégique à longue durée. Il est parti, il nous a laissé avec beaucoup de chagrin, mais la Fusion demeure. Le parti avec toutes les difficultés rencontrées tient fermement la route.

**Dr. Debussy DAMIER**



## MON PARCOURS AVEC SERGE GILLES

Le **PARTI FUSION DES SOCIAUX-DEMOCRATES HAÏTIENS** a décidé de décréter le mois de février 2024 « **Mois Serge Gilles** » et d'y consacrer un numéro spécial de sa revue « **Choublak** ». Le Parti a sollicité de la plupart de ceux qui ont côtoyé de près **le camarade Serge** de témoigner de leur parcours avec lui.

Je me réjouis d'avoir passé près de quarante ans de ma vie en compagnie de **Serge**, en tant que militant social-démocrate, son directeur de campagne au Sénat, dans le département du Centre en 1987 et 1990, l'un de ses médecins personnels, et ami de la famille. Nous étions si proches que ma mère, de regrettée mémoire, le considérait comme l'un de mes substituts paternels. C'est donc un honneur et un plaisir d'y participer.

Je ne prétends nullement faire œuvre d'historien. Je souhaite seulement, en toute simplicité, partager avec les camarades, au gré de mes souvenirs, quelques moments marquants, quelques souvenirs que je garde de celui que je considère comme le plus important de mes mentors en politique !

Dois-je, d'entrée de jeu, affirmer que **Serge** était un *politique*, avant d'être un *politicien*... La différence, pour moi, est de taille !

### LE PARCOURS

#### La rencontre avec *Serge et Betty*

Lorsque j'ai intégré l'IFOPADA (**Inyon Fòs Patriyotik ak Demokratik Ayisyen**) au début des années 80, je l'entendais désigner par son nom de

clandestinité en Haïti. J'allais rencontrer **Serge** pour la première fois lors de mon premier séjour d'études en France.

Le jour même de mon arrivée, un samedi soir, il m'annonçait, calmement, comme si de rien n'était : « **Tu as rendez-vous au Quay d'Orsay lundi matin !** » Imaginez ma surprise ! Premier séjour en France, et un rendez-vous à la Chancellerie Française 48 heures plus tard, avant même que j'aie le temps de m'acclimater et de retrouver mes marques dans mon nouvel environnement.

**Serge** m'expliqua que je n'avais pas le choix, qu'il n'avait pas le choix non plus. Trois mois plus tôt, des amis de l'opposition anti-duvaliériste, non membres de l'IFOPADA, avaient été arrêtés dans le cadre de « **l'Affaire Lainé** ». Il me fit comprendre, sans grande difficulté, que, vivant en France depuis près de 25 ans, mon témoignage, pèserait plus dans la balance que le sien, parce que je venais tout juste de rentrer d'Haïti.

Pendant cette rencontre du Quai d'Orsay, la décision fut prise de déléguer en Haïti, auprès du gouvernement de Duvalier, dans les plus brefs délais, la « **Mission Rostoker** », du nom d'un haut fonctionnaire du Quay d'Orsay. A leur sortie de prison, plusieurs mois plus tard, mes amis m'ont informé du changement radical de leurs conditions de détention avant même l'arrivée de cette mission...

Pendant ce séjour d'études, je logeai au Foyer International de Massy, à moins de 15 minutes à pied du Foyer International de la Cimade, que Serge a dirigé pendant de nombreuses années avant son retour en Haïti. Issue de la mouvance protestante française, Faut-il rappeler que la Cimade, créée

en 1939, s'est donné pour mission « de manifester une solidarité active avec les personnes opprimées et exploitées. Elle défend la dignité et les droits des personnes réfugiées et migrantes, quelles que soient leurs origines, leurs opinions politiques ou leurs convictions. »

Chaque fois que mon emploi du temps me le permettait – et, croyez-moi, je faisais tout pour me créer du temps – j'allais passer le week-end à la résidence de Serge et Betty, au Foyer International de la Cimade. C'était l'occasion de longs et interminables échanges, qui se prenaient fin au petit matin, et qui reprenaient au petit-déjeuner. Des nuits de veille où passait tout : les analyses pointues de la conjoncture politique en Haïti, les considérations géopolitiques dans le monde, particulièrement les évolutions politiques en Afrique et en Amérique Latine. Le Foyer International de la Cimade accueillait de nombreux réfugiés non seulement d'Haïti, mais aussi d'Afrique et de l'Amérique Latine. Nombre de ces réfugiés deviendront des figures marquantes de la politique de leur pays dans la mouvance du retour à la démocratie...

Une anecdote, en passant : chaque fois que j'arrivais chez Serge. Il faisait venir au salon deux verres et au moins une bouteille de « tranpe » d'Haïti. Je m'en régalais, bien évidemment, sans faire attention... C'est au retour de Serge en Haïti que j'ai appris qu'il ne buvait pas d'alcool ! Le malin !

Nous étions en 1985... Des signes d'essoufflement du régime des Duvalier devenaient de plus en plus évidents... février 1986, Duvalier partait pour l'exil... en France...

### ***Le retour et la première visite à Maïssade***

**Serge et Betty** rentrèrent en Haïti dans les premières semaines qui ont suivi le départ de Duvalier, accompagnés d'amis de la Cimade, et de nombreux

amis de ce que nous appelons ici la « société civile » et de la classe politique françaises, particulièrement du Parti Socialiste Français dont ils étaient très proches.

Médecin dans le Plateau Central, à Thomonde, depuis 1983, j'eus donc le plaisir d'accompagner les amis et leur suite jusqu'à **Maïssade, ville natale de Serge**.

L'accueil fut chaleureux. A Hinche, **Serge** avait retrouvé, en plus de ses parents proches et éloignés, des anciens condisciples du Lycée Dumarsais Estimé où il avait été Moniteur d'éducation physique avant son départ comme boursier de l'État, qui allait se transformer en un exil de plus de deux décennies. Il avait aussi retrouvé des anciens clients de son salon de coiffure, pour ne citer que cela...

A Maïssade, je me rappelle, dans la liesse de l'accueil du retour, avoir vu des gens essuyer des larmes...

### ***La formation du Parti National Progressiste Révolutionnaire Haïtien (PANPRA)***

Quelques mois après le retour de Serge en Haïti, des divergences profondes surgirent au niveau du Directoire de l'**IFOPADA**, portant sur la ligne à suivre par le parti après le départ de Duvalier. Certains croyaient dur comme fer que le parti devait garder une branche dans la clandestinité. Je me rappelle que la position de Serge et de la plupart des camarades était claire, sans dogmatisme : « **Ceux qui sortent de la clandestinité et qui optent publiquement pour la lutte démocratique, ne peuvent plus y retourner !** ».

Je me rappelle aussi qu'il n'y eut ni récriminations, ni tension. La décision fut donc prise de créer une nouvelle structure politique de tendance social-



démocrate. De Thomonde, j'ai suivi la conférence de presse annonçant la création du nouveau parti, le PANPRA.

### La Fondation Jean François Exavier

Serge ne cessait de répéter qu'une organisation politique se devait de disposer d'un « bras social », dont la vocation devait être d'apporter des réponses concrètes à des problèmes nationaux.

A la chute des Duvalier, de nombreux haïtiens de la diaspora ont décidé de rentrer au pays. Serge, ancien réfugié lui-même, et ses proches, décidèrent, sur la base d'une analyse des conditions de ce retour, et fort de son expérience d'ancien militant de la Cimade et d'ancien Directeur du Foyer International de la Cimade à Massy (banlieue Sud de Paris), contribua à la création d'une structure de réinsertion des rapatriés en Haïti.

Plus tard, cette structure deviendra la « Fondation Jean-François Exavier », du nom d'un ancien réfugié haïtien en République Dominicaine, membre du PANPRA, rentré au pays et décédé quelques années plus tard. La Fondation Jean François Exavier, s'est non seulement investi dans la réinsertion des rapatriés, mais également dans le développement en général. Je garde le souvenir des réunions au Centre de Maseillan, dans le Sud, ou encore des ateliers de fabrication de tuiles...

### La période Blòk Inité Patriyotik

#### Serge Gilles était un rassembleur.

Déjà l'IFOPADA était un rassemblement (Union des Forces Patriotiques et Démocratiques Haïtiennes). Dès son retour en Haïti, **Serge** prit le temps de faire le tour de pratiquement toutes les organisations politiques du présent et du passé récent d'Haïti, et des organisations de la société civile. En effet,

des figures charismatiques de la politique haïtienne sont rentrés d'exil ou ont pu enfin s'exprimer au grand jour : **Daniel Figolé** du Mouvement Ouvrier Paysan (MOP), **Louis Déjoie II**, du Parti Agricole et Industriel National (PAIN), **Lesly Manigat** du Rassemblement des Démocrates Nationaux Progressistes (RDNP), **Thomas Désulmé**, du Parti National du Travail (PNT), ou encore **Sylvio Claude**, **Grégoire Eugène**, pour ne citer que ceux-là....

Son objectif : contribuer à la construction du front le plus large possible contre toute éventualité d'un retour à la dictature.

Beaucoup de gens se souviennent encore de la période du « **rache manyòk par les élections** »

Je prenais plaisir à écouter sur les ondes de plusieurs stations de radio ces communiqués qui se terminaient invariablement par : « **Serge Gilles, BIP !** ». Suivez mon regard...

### Les élections de 1987

Après ce que l'on peut considérer comme un véritable bras de fer entre la population et le **Conseil National de Gouvernement** (CNG), celui-ci se « résignera » à organiser des élections en novembre 1987, Nous connaissons tous la suite de cette aventure...

Emballé dans sa campagne électorale pour un siège de Sénateur dans le Département du Centre, Serge s'inscrivit sur la liste électorale le dernier jour au bureau principal de la commune de Thomonde.

Je l'attendais donc le 28 novembre pour que nous allions voter ensemble le 29 novembre. A la tombée de la nuit, **Serge** était encore en route...



Un couvre-feu fut déclaré à Thomonde à 7 heures du soir. Quelques minutes plus tard, une militante du Parti vint m'annoncer qu'un bataillon tactique des Casernes Dessalines venait d'être déployé dans la ville. Plutôt de mauvais augure... **Serge** arriva chez moi après 21 heures. Tranquillement. Je lui fis part immédiatement de la situation. Il n'en parut absolument pas troublé. Il s'installa avec sa suite et dégusta, apparemment satisfait, l'excellent repas que l'équipe locale lui avait préparé.

Un peu avant minuit, **Serge** m'annonça qu'il devait impérativement se rendre à Hinche pour des ultimes directives à l'équipe locale de campagne, et qu'il reviendrait la nuit même, pour accomplir son devoir civique à Thomonde. Vous imaginez ma surprise... Je passai donc la nuit à attendre, jusqu'à ce que je sois dérangé aux environs de 7 heures du matin par des coups de feu dans la rue où j'habitais... Ma maison était encerclée quelques secondes plus tard...

### **Le Congrès du Parti National Progressiste Révolutionnaire (PANPRA) de 1989 et l'Alliance Nationale pour le Développement et le Progrès (ANDP) : Un choix stratégique**

L'échec des élections de novembre 1987 ne mit pas un cran d'arrêt à la ferveur populaire et à la lutte démocratique du peuple haïtien.

Les élections étant incontournables, les directoires des différentes organisations politiques et organisations civiles se remirent vite au travail et le paysage politique se recomposa, entre autres, avec la formation de l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès.

L'organisation du **Premier Congrès du PANPRA en avril 1989** fut un moment fort de cette période, dont nous nous souvenons tous...

### **Les élections de décembre 1990**

Nous en connaissons tous l'histoire. Je veux rappeler ici que l'ANDP devint la deuxième force politique du pays, avec 17 élus au Parlement, nos devanciers en ayant 27.

Notre contribution fut importante avec, pour la première fois dans l'histoire récente de notre pays, l'apparition d'un « Bloc parlementaire Socialiste » au niveau de l'Assemblée Nationale. Cette avancée semble devoir durer, car dans toutes les législatures qui ont suivi la 45<sup>ème</sup>, la tendance s'est maintenue...

### ***Les années 2000 et la formation de la « Fusion »***

Je laisserai à d'autres le soin de revenir sur cette période. Il y en aurait trop à dire dans le cadre d'un simple article de remémoration de la vie d'un camarade.

Courageusement, et patiemment avec les camarades, Serge a travaillé à la formation du « Parti Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens ».

Je me rappelle encore nos blagues sur la métaphore de la limonade ! Et j'en ris encore !

### **L'héritage**

Il ne passe pas une journée sans que j'aie à penser à une formule, une image, une expression de **Serge**. Pour lui, le choix de la démocratie entraînait des exigences politiques et éthiques. Je veux signaler ici celles qui me reviennent le plus souvent. Peut-être que certaines ne sont pas de son cru. Il les a alors adoptées au point de les faire siennes.



## Le dialogue et la concertation

De l'IFOPADA à la FUSION, en passant par le *Blòk Inite Patriyotik*, le *Comité d'Entente Démocratique*, l'*Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès*, l'*Espace de Concertation*, etc, **Serge** a toujours promu et tenté de rassembler les forces de progrès, seule voie pour bâtir une nouvelle Haïti.

### Il n'y a pas de questions indiscrètes...

Conscient de la valeur de la parole dans les relations humaines en général, mais aussi dans la pratique politique, Serge répétait souvent :

« **On est maître de ce que l'on pas dit, et esclave de ce que l'on a dit.** »

Et dans le prolongement de cette même idée :

« **Il n'y a pas de questions indiscrètes. Seules les réponses peuvent l'être.** »

Combien sont-ils aujourd'hui à pouvoir revendiquer cette éthique dans leur prise de parole, publique ou privée ? J'espère que vous partagerez avec moi vos réponses...

« **On ne peut faire de la politique qu'avec ce que l'on a** »

Réaliste, **Serge** ne se faisait pas d'illusion sur notre situation de peuple. Le changement s'opèrera avec les ressources endogènes, celles dont nous disposons.

« **Faire de la politique avec ce que nous avons** », c'est compter sur notre sol, notre sous-sol, nos rivières, notre relief, notre climat, et surtout les jeunes, les femmes et les hommes du pays et de la diaspora, qui constituent notre principale richesse.

## Le consensus suffisant

L'autoritarisme et l'unanimisme conduisent droit à la dictature, Au Directoire du Parti, ou dans les espaces de dialogue et de concertation, Serge recherchait et nous a appris à rechercher le consensus suffisant, tâche ardue dans notre société d'egos hypertrophiés.

### Le Pacte de gouvernabilité

Je ne me rappelle plus à quel moment Serge a commencé à faire usage de ce concept dans pratiquement toutes ses prises de parole publiques

### Le sujet est d'actualité plus que jamais.

#### Faire confiance

**Serge** a dû avoir croisé Alain Peyrefitte. Nous lisons dans Wikipedia, à l'article consacré à cet homme d'état français, proche du Général De Gaulle :

« *En 1995, Alain Peyrefitte publie un essai intitulé La Société de confiance, dans lequel il étudie les causes du développement et du sous-développement dans le monde, approfondissant ainsi une idée déjà abordée dans Le Mal français. Nombreux exemples à l'appui, il avance l'idée selon laquelle les principaux facteurs du développement et du sous-développement ne sont pas à rechercher dans certaines causes matérielles classiquement avancées telles que le climat ou les ressources naturelles, mais dans ce qu'il appelle le « tiers facteur immatériel », c'est-à-dire la culture, les mentalités. Plus précisément, le ressort du développement résiderait dans la constitution d'une société de confiance, confiance que l'État accorde à l'initiative individuelle, et surtout confiance que les individus accordent à l'État, se reconnaissent entre eux et se font à eux-mêmes. Ce serait notamment cet « éthos de confiance » qui, en bousculant des tabous traditionnels et en favorisant l'innovation, la*

*mobilité, la compétition, l'initiative rationnelle et responsable, aurait permis le développement de l'Europe occidentale ces derniers siècles. »*

Que l'on me pardonne cette longue citation. Je ne sais combien de fois j'ai entendu Serge répéter que nous ne pouvons rien construire sans faire confiance. Il faut faire confiance jusqu'à l'erreur. Il ajoutait « ***Mais persister dans l'erreur est diabolique !*** » avec ce large sourire qui était le sien.

Puisse la vie et l'engagement de ~~Serge Gilles~~ nous inspirer, et inspirer les générations montantes et à venir !

Dr. Jean Hugues HENRYS





PAJ ANIVESE MANM PATI FUSION POU MWA SILA

**9 Fevriye, se fèt Daniel SUPPLICE**

**Daniel Supplice** fèt nan Port-au-Prince. Li se yon nan Vis Prezidan pati a. Li renmen fè deba anpil, li menm konn tandè tout mounn. Li Toujou disponib lè pati a ap oganize konferans. Li ekri pou Choublak la et li lan komite ki li tèks jounal avan yo pibliyèl. **Daniel** se yon gwo militan. Nou itilize paj choublak la pou nou dil bòn fèt e pi swetel yon bòn ane.



**12 Fevriye, se fèt Renel PARYS**

**Parys Renel**, se nèg Belladère. Li se yon manm aktif lan Depatman Sant lan. Li pèmèt ke pati a fleri lan zòn nan. Nou itilize paj choublak la pou nou dil bòn fèt e pi swetel yon bòn ane.

**21 Fevriye, se fèt Frantz CADET**

**Frantz Cadet** se nèg ki atache ak Kafou anpil. Li fe anpil aktive avèk jèn yo lan Komin nan. Frantz kenbe flanbo Fizyon an byen wo. Nou itilize paj choublak la pou nou dil bòn fèt e pi swetel yon bòn ane.

**25 Fevriye, se fet Arnel SOY**

**Arnel Soy**, se nèg Belladère. Li se Koodonatè pati a lan Komin nan. Arnel fè oganisasyon an mache. Seminè, rekritman, Anèl ede pati a boujounen. Nou itilize paj choublak la pou nou dil bòn fèt e pi swetel yon bòn ane.



## COMITÉ DE RÉDACTION

**Elsie LAURENCE-CHOUNOUNE**

**Euguy SAINVIL**

**Daniel SUPPLICE**

**Edmonde SUPPLICE BEAUZILE**

**Moise CELICOURT**

**Debussy DAMIER**

**Georges GREFFIN**

**Mozart CLERISSON**

**Robert BEAUZILE**

